

Armes nucléaires : à Varsovie, la fin d'un tabou

Titre(s) : Armes nucléaires : à Varsovie, la fin d'un tabou [[periodique]] / Adam Hsakou

Ensemble : Express (L') 3902

Auteur(s) : Hsakou, Adam

Editeur, producteur : 16/04/26

Description matérielle : pp.30-31

ISSN : 0014-5270

Note sur la description matérielle : 2

Résumé ou extrait : La perspective nucléaire est sortie du non-dit en Pologne après le discours d'Emmanuel Macron du 2 mars, qui a placé Varsovie parmi huit capitales européennes susceptibles d'accueillir des avions ou sous-marins français porteurs de charges nucléaires et de participer à des exercices conjoints. Donald Tusk a confirmé des discussions avec la France sur une « dissuasion nucléaire avancée », puis a évoqué la préparation d'une Pologne capable d'agir de la manière la plus autonome possible dans le domaine nucléaire, relançant l'hypothèse d'un programme national. Le président Karol Nawrocki a lui aussi estimé que la Pologne devrait envisager le développement d'armes nucléaires face à la menace russe. Selon l'article, 51 % des Polonais sont désormais favorables à ce que leur pays possède l'arme atomique. Le débat s'appuie sur un arrière-plan historique et stratégique : la Pologne a connu le nucléaire militaire sous le Pacte de Varsovie avant d'intégrer l'Otan, elle-même alliance nucléaire. Pour Albert Swidzinski, auteur de l'ouvrage « Notre bombe », l'ouverture de ce débat répond avant tout au besoin de garanties de sécurité, dans un contexte où la fiabilité de Washington paraît plus incertaine. La proposition française est bien accueillie, mais les experts polonais la considèrent surtout comme un complément à la dissuasion américaine. Ils rappellent que l'arsenal français n'est pas conçu pour une frappe en premier, qu'il ne serait utilisé qu'en dernier recours, et que la décision appartient exclusivement au chef de l'exécutif français. Les attentes polonaises restent élevées depuis le traité de Nancy. Certains souhaitent des signes concrets, comme des survols de Rafale au-dessus du territoire polonais. Mais les analystes jugent aussi l'approche française très transactionnelle, Paris cherchant à vendre des missiles longue portée et à remporter la construction de la seconde centrale nucléaire polonaise. L'intégration au partage nucléaire américain de l'Otan apparaît pour l'instant irréaliste, car elle exigerait l'unanimité des alliés et comporterait un risque stratégique vis-à-vis de Moscou. Faute de solution immédiate, plusieurs experts défendent des options intermédiaires : développer des composants utiles à un éventuel programme nucléaire, entretenir une ambiguïté stratégique (« hedging ») ou, à mesure que le programme civil avance, acquérir localement des capacités comme l'enrichissement de l'uranium. En attendant, la priorité reste classique : maintenir 10 000 soldats américains en Pologne, poursuivre la modernisation rapide des forces armées et renforcer les capacités de frappe à longue portée. En 2025, la Pologne a consacré 4,7 % de son PIB à la défense, soit environ 38 milliards d'euros, et comptait 250 000 militaires d'active....

Sujet - Nom commun : Armes nucléaires -- Politique et gouvernement -- Pologne
Stratégie de dissuasion -- Pologne